

Si le message ne s'affiche pas correctement, cliquer [ici](#) svp

Plateforme réformiste. Les sociaux-libéraux au sein du PS Suisse

Bulletin d'information no. 9 / 2020

Cara Piattaforma riformista



Editorial

Erich Fehr, membre du comité de pilotage de la plateforme réformiste, maire de Bienne

Dans ces temps de pandémie, beaucoup de choses ont fondamentalement changé. Même si ces changements sont avant tout temporaires, il se pourrait bien qu'au moins certains d'entre eux laisseront une empreinte durable. Ce qui est d'ores et déjà sûr c'est que l'élection à la présidence du PS Suisse est reportée à l'automne et que les élections fédérales de l'automne dernier n'ont pas été couronnées de succès pour le PS. Michael Oliveri de Baden y voit plusieurs raisons. Ainsi, il est d'avis que le PS, même s'il doit continuer à faire de la politique pour les personnes aux revenus modestes, il est tout aussi important, comme il l'explique dans cette Newsletter, que le PS intègre bien d'avantage les besoins et demandes de la classe moyenne dans son action politique, notamment en proposant des solutions et une approche pragmatique.

L'an dernier, Pascale Bruderer a décidé de quitter la scène politique. De ce fait, notre plateforme a perdu un membre fondateur, un de ses moteurs de la première heure ainsi qu'un membre de son comité de pilotage. Nous saisissons l'occasion de la remercier chaleureusement pour son formidable dévouement et nous lui souhaitons le meilleur du monde pour son avenir professionnel et personnel. Nous sommes donc d'autant plus heureux que Pascale reste à disposition en tant que sparring partner afin de traiter de temps à autre des thèmes qui lui sont chers.

Pour la remplacer, le comité de pilotage se réjouit de pouvoir accueillir Barbara Nyffeler, l'actuelle présidente du conseil communal de la ville de Berne. Barbara dispose d'une longue expérience de politicienne engagée au niveau communal, d'abord à Nidau près de Bienne et ces dernières années en ville de Berne. Sur le plan professionnel, elle amène une forte plus-value et une importante expertise en matière économique. Barbara Nyffeler a travaillé dans l'économie privée et occupe depuis bon nombre d'années une fonction importante à l'Office de l'économie du canton de Berne. Forte de cette expérience, elle maîtrise fort bien les interfaces entre rouages politiques et administratifs ainsi que les revendications des syndicats, des milieux économiques, etc. Barbara va se consacrer prioritairement au volet communications et nous sommes heureux de pouvoir compter sur ses contributions. Comme le veut la tradition, Barbara se présente à vous dans cette Newsletter en répondant aux cinq questions rituelles.

La crise déclenchée par le Coronavirus confirme une fois de plus l'importance de disposer d'un Etat fort et capable d'agir. Sous la direction du ministre de l'intérieur socialiste Alain Berset, notre gouvernement conduit la Suisse, jour après jour et avec calme et sérénité, à travers les différentes phases de la crise. En cette phase aiguë cela ne peut que nous rassurer. Cependant, nous ne devons pas succomber à l'illusion que l'Etat pourra sauver tout un chacun et toute chose des chocs provoqués par la crise du Coronavirus. Ceci est tout particulièrement vrai sur le plan économique car les conséquences sont dramatiques. Il se dessine en effet la crise économique la plus grave depuis la crise pétrolière des années 1973/74 ou même, si la conjoncture mondiale évolue défavorablement, depuis la grande dépression de 1929. Nous devons par conséquent nous préparer dès à présent, alors que la pandémie fait encore rage, à identifier la meilleure voie de sortie de crise possible. Une telle voie ne peut réussir que si tous, à savoir les organisations syndicales et patronales ainsi que l'Etat, se mettent d'accord de manière partenariale. Des exigences extrêmes, en ces temps difficiles, n'amèneront rien de constructif. Le curseur des priorités va certainement, et cela de manière durable, se déplacer (je citerai en exemple les opinions en matière de l'importance du secteur de la santé). On parle beaucoup en ce moment d'un plan de relance classique ce qui fait certainement sens. Cependant, il s'agit de garder à l'esprit que de telles mesures n'ont un impact significatif qu'après un temps de retard de 18 à 36 mois et qu'ils sont surtout ciblés sur les secteurs de l'industrie et de la construction.

Or, en ma qualité de maire de Bienne, ce qui me préoccupe bien plus en ce moment c'est la situation sur le court terme des commerces et des indépendants. Les mesures urgentes décidées par le Conseil fédéral ne soulagent que de manière partielle et peu efficace leurs besoins. De plus, jusqu'à ce que les effets d'un plan de relance se fassent sentir, il sera trop tard pour eux. C'est pourquoi nous cherchons actuellement des voies qui permettront aux commerces (magasins, gastronomie) ainsi qu'aux milieux culturels et sportifs de retrouver rapidement pied à mesure que l'état du lockdown pourra être desserré progressivement. Ces milieux jouent en effet un rôle central dans

le tissu social et associatif de toute ville. Pour ce faire nous avons besoin de solutions créatives afin que les commerces puissent à nouveau travailler efficacement, même si des restrictions subsisteront encore quelques temps. D'autre part, il est impératif que le public puisse bientôt retourner en ville. Même si des inquiétudes subsistent en matière d'infection, nous devons à tout prix éviter une situation de boycott de la consommation inspirée par la crainte de perdre son emploi ou de l'avenir plus généralement. Il est essentiel que nous retrouvions tous rapidement confiance afin d'éviter que les secteurs des arts et métiers et des indépendants soient secoués encore plus fortement par une « seconde vague » qu'ils le sont déjà par le «lockdown». C'est donc avec haute intensité, et en incluant tous les partenaires concernés, que notre ville cherche des solutions pour relever ce défi. Il n'existe pas de recette miracle car nous n'avons jamais fait face à une telle situation, mais ensemble et de manière solidaire nous allons surmonter cette situation exceptionnelle avec succès. J'en suis fermement convaincu.



Avons-nous besoin d'un positionnement plus à gauche du PS?

Une contribution à la discussion de Michael Oliveri, Baden AG

Entre 1951 et 2003 le taux électoral moyen du PS au Conseil national était de l'ordre de 23.5% contre 16.8% en 2019. Dès lors, comment faire pour faire grandir le PS à nouveau?

Le PS propage le slogan «**pour tous plutôt que pour quelques-uns**». Qui sont aujourd'hui les «**tous**»? Durant les dernières décennies, nous avons assisté à un **changement démographique** spectaculaire. En 1960, plus de 50.4% des personnes actives travaillaient dans le secteur industriel et 38.2% dans le secteur des services. ¹ Les employés étaient en grande majorité mal rémunérés. Le PS s'adressait alors à l'ensemble de la classe ouvrière qui était la classe sociale majoritaire. Aujourd'hui, la classe sociale majoritaire est la classe moyenne. Celle-ci correspond, selon les critères de l'office fédéral de la statistique, à environ 60% de la population.

Il est évident que le PS veut et doit continuer de **se battre pour les besoins de la population à faible revenu**. Cela étant, il est un fait que le PS perd de plus en plus d'électorales et d'électeurs de cette frange de la population au profit de l'UDC. La raison n'est pas liée à un positionnement trop peu à gauche, mais clairement au fait que notre parti n'a pas assez pris au sérieux les peurs des classes populaires en matière de migration. Ces peurs se cristallisent sur la surpopulation étrangère, sur l'érosion des valeurs et normes suisses, sur la crainte d'être écarté du marché du travail, sur le manque d'appartements abordables ainsi que sur le fardeau supplémentaire pour nos assurances sociales. L'exode de la classe populaire du PS en faveur de l'UDC est démontrée par les chiffres: En analysant le résultat des élections au Conseil d'Etat argovien, on constate que 45% du quartile des revenus les plus faibles a voté pour le candidat UDC alors que seulement 24% a préféré la candidate PS ² alors que dans le canton de Zurich près de 60% de l'électorat de l'UDC dispose d'un revenu de ménage inférieur à 7'000 Fr. ³

Afin de croître à nouveau vigoureusement, le PS doit **orienter sa politique bien plus que jusqu'à présent sur la classe moyenne** et ce faisant s'atteler à gagner la confiance de ceux de la classe moyenne qui sont sensibles aux thématiques sociales et écologiques. Pour ce faire, le PS devrait d'abord écouter sans préjugés les convictions et besoins de la classe moyenne:

Or, que veut la classe moyenne dans sa grande majorité?

Elle veut une politique pragmatique, orientée solutions et favorable à l'économie. Les progrès sociaux sont soutenus quand ceux-ci ne suivent pas le principe de l'arrosoir, mais sont ciblés pour soutenir ceux qui les nécessitent vraiment. Les mesures en faveur du climat et de l'environnement sont considérées comme importantes pour autant qu'elles n'interfèrent pas avec la santé de l'économie et ne dépendent pas exclusivement du financement étatique. Ce qui est important, surtout pour les PME, est de réduire la bureaucratie et de déréguler. Ce qui est demandé de la part de l'Etat est de l'efficacité et une politique fiscale mesurée qui ne charge pas encore plus la classe moyenne dans sa globalité.

Qu'est-ce que rejette la classe moyenne en majorité?

Elle ne veut pas d'une politique expressément de gauche et marquée idéologiquement. Elle ne veut pas voir des attitudes têtues sur des positions maximalistes, une foi exagérée en l'Etat, ni vision d'un changement fondamental de système ou une immigration illimitée telle que prônée par les Jeunesses socialistes ainsi que l'accent exagéré sur les exigences des minorités et la politique identitaire.

Les élections dans les autres pays montrent que les partis sociaux-démocrates qui sont capables de s'adresser à une large part de la population, et donc surtout à la classe moyenne, sont efficaces dans les urnes: Danemark (2019: 25.9%), Espagne (28%), Portugal (33.6%), Nouvelle-Zélande (2017: 36.9%). En revanche, le cours délibérément gauchiste du Labour en Grande-Bretagne lors des élections de 2019 a conduit le parti dans une crise profonde.

Que pensent aujourd'hui les électeurs du PS? Une enquête récente auprès de la population a pointé le doigt sur les causes perçues comme les plus importantes de la perte d'électeurs en 2019: La croissance de l'importance de la thématique climatique (32%), la dominance des syndicats (27%), le positionnement trop à gauche (26%, contre seulement 3% d'opinions contraires) et le positionnement du PS en ce qui concerne l'accord-cadre avec l'UE (25%). ⁴

Retrouver la confiance des couches populaires et intégrer les préoccupations de la classe moyenne dans la politique du PS sont dès lors les enjeux majeurs pour notre parti.

1 <https://hso.ch/de/2012/f/0>

2 https://fokus.ag/analysen/bericht_2019-10-20_regierungsrat/

3 Wer wählt wen im Kanton Zürich? Soziale Herkunft und politische Haltungen der Parteiwählerschaften. statistik.info 09/10

4 SRG SSR Wahltagsbefragung - Swissinfo 2019, Abbildung 8



Cinq questions à...

... Barbara Nyffeler, Conseillère communale et Présidente du conseil communal (parlement de la ville de Berne) 2020

1. Y a-t-il un déclencheur qui a fait que tu te sois engagée auprès de la plateforme réformiste du PS et si oui, lequel?

Il n'y a pas eu de déclencheur clairement identifiable. Cela fait bientôt 25 ans que je suis active au sein du PS. J'étais membre du comité régionale et présidente de la section locale. J'ai organisé des campagnes électorales et je me lève depuis des années à l'aube pour distribuer flyers et prospectus aux arrêts de tram, la totale en somme. Je suis convaincue que le PS doit réunir tout l'éventail de gauche si il veut continuer à jouer à un rôle important basé sur un niveau d'adhésion élevé. Retrouver, comme par le passé, un fort niveau électoral, ne sera possible que si nous sommes capables de mobiliser autant les sensibilités « d'extrême gauche » que « sociales-libérales », toutes les classes d'âge et autant en ville que dans les agglomérations. Ma tendance naturelle est de privilégier l'action plutôt que les théories visionnaires. C'est ainsi que je m'engage pragmatiquement pour plus de justice sociale et pour l'égalité des chances. Je me réjouis par conséquent pour chaque victoire d'étape et suis contrariée par les échecs (sociaux-démocrates).

2. Qui est ton modèle en politique et pourquoi?

Hans Stöckli, Président du Conseil des Etats, ancien Maire de la ville de Bienne et social-démocrate convaincu: C'est le plus grand optimiste que je connaisse. Il a mis systématiquement les chances au premier plan et non les obstacles.

3. Quelles sont les cinq valeurs qui te paraissent les plus importantes?

Honnêteté, décence, prudence, respect et assiduité. Je sais, ça fait vieux-jeu...

4. Quelle est ta question la plus importante par rapport au futur?

Il s'agit des questions qui nous préoccupent tous. Au niveau global: comment arrêter le réchauffement climatique? Au niveau national: Comment allons-nous gérer nos relations avec l'UE, quelle est la solidité de notre système social? Au niveau local à Berne: Que devons-nous faire afin de remporter les élections en novembre 2020?

5. Quelle fut la plus grande surprise de ta vie politique (positive ou négative)?

La vie politique est faite de surprises, encore et encore. Sur le plan positif: Mon élection au poste de présidente de la ville de Berne et le fort soutien qui m'a été témoigné bien au-delà des rangs du PS. Au niveau négatif: La perte de deux sièges bernois au Conseil national en octobre 2019.

Si vous ne voulez plus recevoir nos e-mails (info@reform-sp.ch), vous pouvez vous désabonner [ici](#) sans frais.

info@reform-sp.ch